



strategic

policy

planning

• • •

planification

stratégique

des politiques

LE CANADA EN 1991 :
PERSPECTIVES DES COMMUNICATIONS
ET DE LA CULTURE

S
T
R
A
T
E
G
Y

A
N
D

P
L
A
N
S



STRATÉGIE ET PLANIFICATION

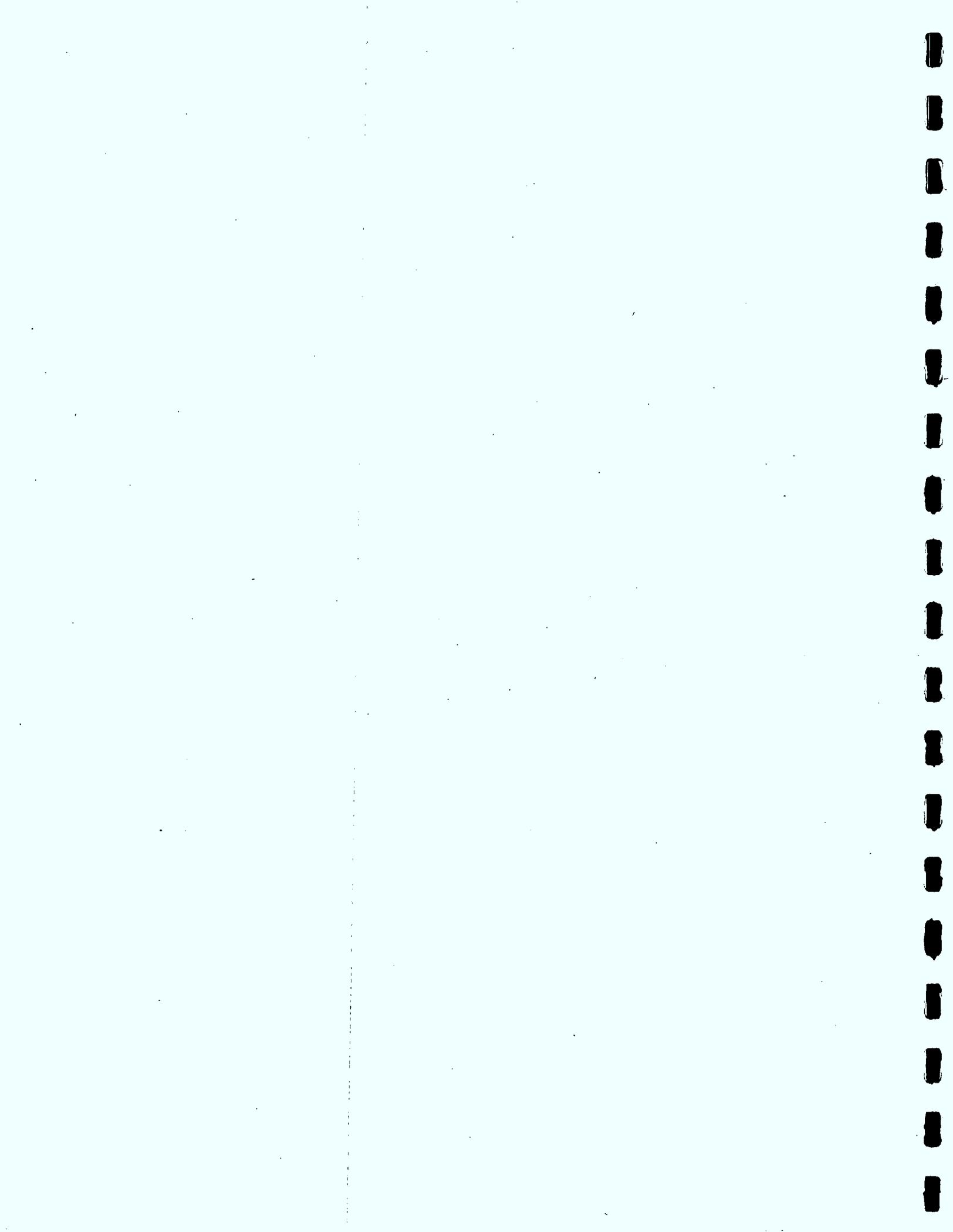
LE CANADA EN 1991 :
PERSPECTIVES DES COMMUNICATIONS
ET DE LA CULTURE

SURVOL DE LA SITUATION
POUR LA SÉANCE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE
9 ET 10 SEPTEMBRE 1991
CHATEAU CARTIER SHERATON
AYLMER (QUÉBEC)

DGSP/DSP

TABLE DES MATIERES

	Page
I - INTRODUCTION	3
II - LE LONG CHEMINEMENT VERS L'UNITÉ NATIONALE	4
III - DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE A LA PROSPÉRITÉ	8
IV - PRÉOCCUPATIONS DE LA «GÉNÉRATION DU NOUS»	12
V - LES COMMUNICATIONS DANS LE VILLAGE MONDIAL	16
VI - PERSPECTIVES DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE .	19



I - INTRODUCTION

Cet exposé se veut un complément au document de travail sur les priorités du Ministre, préparé pour la séance de planification stratégique de 1991. Alors qu'on trouvera dans celui-ci un plan d'action et des stratégies à court et à moyen terme, le présent document sert plutôt à décrire le milieu dans lequel il faudra appliquer les plans et les stratégies.

Nous avons cherché à décrire le contexte global dans lequel le gouvernement et, plus particulièrement le MDC, oriente ses démarches en matière de politique publique. Nous examinerons donc l'actualité canadienne sur les plans économique, politique et social, l'objectif étant d'expliquer et de justifier les mesures que nous prenons ces jours-ci.

Quelques mises en garde s'imposent. Le présent document ne découle pas d'une étude exhaustive et il reprend peut-être certains partis-pris, certaines opinions des auteurs et des personnes qui ont fourni les données de base. Ces données proviennent en grande partie des employés du MDC, car les discussions qui ont eu lieu lors des ateliers de planification stratégique parrainés par la DGSP (voir ci-dessous) sont largement à l'origine des analyses du présent document :

1. **Renforcer la compétitivité du Canada par les communications et la culture** (le 27 février 1991)
2. **Le renouvellement du Canada : le rôle spécial des communications et de la culture** (le 11 avril 1991)
3. **Les partenariats du MDC : l'administration publique dans un monde complexe** (le 31 mai 1991)
4. **Les communications, la culture et la société : la souplesse du MDC dans les années 1990** (le 27 juin 1991)

II - LE LONG CHEMINEMENT VERS L'UNITÉ NATIONALE

APRÈS LE LAC MEECH :

Suite à l'échec de l'Accord du lac Meech, le Québec et le reste du Canada se sont trouvés dans une impasse politique et constitutionnelle. Dans son rapport de mars 1991, la Commission québécoise Bélanger-Campeau a recommandé qu'on tente une dernière fois de renouveler le fédéralisme, engageant en même temps les autorités québécoises à organiser un référendum en 1992 si l'impasse subsiste.

Les Canadiens ont attribué l'échec de l'Accord du lac Meech à l'insuffisance de la participation publique. Lors des audiences organisées par le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada (la Commission Spicer) et par un comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes (chargé en janvier 1991 d'examiner le processus de modification de la Constitution du Canada), certains intervenants ont réclamé l'établissement d'un mécanisme qui permettrait au public de se faire entendre sur tout projet de modification de la Constitution.

Il va sans dire que l'unité du pays et, plus particulièrement, le renouvellement de la fédération canadienne est l'une des grandes priorités du gouvernement. Lors du discours du Trône prononcé le 13 mai dernier, le gouvernement a annoncé qu'il entendait charger, cet automne, un comité parlementaire d'examiner les différentes propositions constitutionnelles qu'il présentera bientôt et de consulter largement les Canadiens. Entre temps, on a donné à M. Joe Clark, ministre des Relations fédérales-provinciales et président du nouveau Comité du Cabinet sur l'unité canadienne, le mandat de trouver les moyens de préserver l'intégrité du pays.

D'après les sondages, la plupart des Canadiens préféreraient de loin que le Québec reste au sein du Canada mais, s'il se séparait, voudraient alors une séparation nette, complète et finale. L'association d'un Québec indépendant avec le Canada ne les intéresse pas beaucoup. Par contre, la plupart des Québécois sont insatisfaits de la forme d'association qui existe actuellement entre le Québec et le reste du pays, entraînant le désir d'être reconnus d'une manière ou l'autre comme formant une "société distincte". Selon un récent sondage par Environics, les Québécois sont partagés sur les moyens : 25 % veulent l'indépendance pure et simple, 31 % préfère

une sorte de souveraineté-association et 27 % veulent le statu quo. En général, la majorité des Québécois (56 %) continuent de penser que le Québec ne devrait pas se séparer.

ACCROISSEMENT DES TENSIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

En janvier 1991, le Comité Allaire du Parti Libéral du Québec a publié un rapport où l'on réclame pour le Québec une vaste gamme de pouvoirs exclusifs ou partagés, ne laissant que quatre domaines exclusivement fédéraux : la défense, les douanes, la devise canadienne et la dette (y compris les paiements de péréquation). En juin 1991, le «Groupe des 22» a publié ses propres projets de réforme constitutionnelle, précisant que le gouvernement fédéral devrait remettre aux provinces le contrôle des programmes à frais partagés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation et du développement régional. En outre, les auteurs du rapport Arpin sur la politique québécoise des arts et de la culture ont réclamé qu'Ottawa se retire du domaine culturel et confie au gouvernement du Québec les budgets des subventions pour les arts.

Depuis un an, la popularité des nouvelles formations politiques, principalement le Reform Party dans l'Ouest et le Bloc Québécois au Québec, s'est sensiblement accrue. D'après des sondages, il semble que le Reform Party -- déjà très populaire dans l'Ouest -- pourrait bien gagner en popularité en Ontario, maintenant qu'il est devenu pancanadien, et remporter jusqu'à 80 circonscriptions lors des prochaines élections. Entre temps, au Québec, le Bloc Québécois est le parti fédéral le plus populaire, d'après les sondages. Cependant, différentes analyses faites au cours du dernier congrès du Parti Conservateur laissent croire que la popularité de ces nouveaux partis en serait rendue à un point de stagnation ou même d'érosion.

BILINGUISME

Les Canadiens francophones au Québec et le reste du pays ont des opinions de plus en plus divergentes sur la façon dont ils se perçoivent réciproquement, de même que sur la direction dans laquelle le Canada devrait évoluer. Pour la première fois en quinze ans depuis qu'on pose la question, davantage de Canadiens (48 %) s'opposent au bilinguisme pancanadien que ne l'appuient (46 %). D'après Environics, la

popularité du bilinguisme au niveau provincial a également baissé dans toutes les provinces sauf au Québec, en Saskatchewan et en Alberta.

MULTICULTURALISME, IMMIGRATION ET «ÉTIQUETTES»

Aujourd'hui, 37 % des Canadiens ne sont d'origine ni française, ni anglaise. Le Canada est devenu avant tout une société d'immigrants : environ 15 % de la population est née à l'étranger (cette statistique est de 7 % au États-Unis), et l'on prévoit accueillir cette année environ 220 000 nouveaux immigrants, presque la moitié venant d'Asie. Rares seront ceux ayant le français ou l'anglais comme langue maternelle.

Le concept des deux nations fondatrices est remis en question de plus en plus souvent. Nombre de personnes qui ont pris la parole devant la Commission Spicer estimaient qu'il faudrait revoir en profondeur la politique canadienne du multiculturalisme. Les minorités se soucient de plus en plus des droits de la personne, ce qui nécessitera que tous les niveaux de gouvernement consultent davantage le public.

On estime que l'identité canadienne est plus importante que la préservation de son patrimoine ethnique; de même, la majorité des Québécois croient que les nouveaux venus devraient s'adapter à la culture québécoise. Un des messages souvent répétés devant la Commission Spicer est que nous attachons trop d'importance aux distinctions et que nous sommes trop rarement «Canadiens» tout court. Les Canadiens sont fatigués de s'étiqueter, ne voyant pas l'utilité d'accoler une précision ethnique au mot «Canadien».

Par contre, cette nouvelle tendance à vouloir cesser de mentionner l'origine ethnique cache peut-être un problème croissant d'intolérance envers les immigrants. En juillet 1991, un sondage Gallup a révélé que 45 % des Canadiens veulent voir réduire l'immigration alors que d'après un sondage semblable, un an plus tôt, 32 % des répondants étaient en faveur d'une réduction de l'immigration. Enfin, depuis quelques mois, on a constaté une recrudescence des tensions raciales à Montréal, à Toronto et à Halifax.

AUTOCHTONES

Depuis la crise d'Oka, l'an dernier, le public s'intéresse davantage aux dossiers autochtones. En général, les Canadiens se sentent peu informés; on est d'avis que le gouvernement devrait déployer de grands efforts pour expliciter la réalité autochtone et son contexte historique. Parmi les documents écrits présentés au Forum Spicer, presque autant soulevaient des questions au sujet des autochtones que du Québec. En définitive, le Premier Ministre vient d'annoncer la mise sur pied d'une commission royale chargée d'examiner la situation économique, sociale et culturelle des autochtones canadiens et de faire avancer le débat sur les grands dossiers comme ceux des revendications territoriales et de l'autonomie gouvernementale.

III - DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE À LA PROSPÉRITÉ

LES CONTRECOUPS D'UNE DURE RÉCESSION

La plupart des Canadiens estiment que les questions économiques comme les dépenses du gouvernement, le déficit et l'augmentation des taxes sont plus importantes que l'unité canadienne. Le déficit du gouvernement du Canada dépasse maintenant 380 milliards de dollars (plus que 56 % du produit intérieur brut), les intérêts excédant à eux seuls 40 milliards par année.

Un Canadien sur cinq croit que le chômage est notre plus grand problème : les taux dépassent maintenant de 3 % ceux de l'an dernier, atteignant 10,5 % à l'échelle du pays. Depuis deux ans, le secteur de la fabrication a perdu plus de 300 000 emplois.

La reprise économique sera-t-elle soutenue ? Au cours du printemps et du début de l'été, les Canadiens n'étaient pas optimistes même si les économistes annonçaient la fin de la récession. D'après un sondage Goldfarb, à peu près la moitié de la population estimait que la récession était loin d'être terminée et que la situation économique se détériorerait au cours de la prochaine année. Pour leur part, les gens d'affaires étaient d'avis que la récession subsisterait tant que la confiance ne serait pas complètement revenue.

Plus récemment, le Conference Board of Canada a révélé que la confiance du consommateur a rebondi, atteignant en avril 1990 son plus haut niveau depuis le début de la récession. Durant le deuxième trimestre de 1991, 38 % des consommateurs estimaient qu'il était propice de faire un achat majeur alors que seulement 26,7 % étaient de cet avis durant le premier trimestre. Le produit intérieur brut a augmenté de 0,9 % en avril et de 0,6 % en mai, les expéditions de produits fabriqués ont augmenté de presque 1 % d'avril à mai, les exportations et les importations sont en hausse et le nombre de mises en chantier s'est accru cinq mois de suite depuis le début de l'année.

Même si la perspective s'améliore, l'économie canadienne a toujours fort à faire pour sortir de cette grave récession. De nombreuses sociétés continuent de mettre à pied des employés, de fermer des usines et de comprimer leurs dépenses et les détaillants se plaignent du fait que les acheteurs sont rares. Il est à prévoir que la reprise sera lente puisque les taux d'intérêt et le taux de change du dollar canadien demeurent assez élevés, les niveaux d'endettement n'ont pas été réduits et la confiance des consommateurs et des gens d'affaires reste assez faible. Pour sa part, l'économie américaine continue aussi d'éprouver des difficultés.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)

Cette nouvelle taxe fédérale a soulevé l'ire de la population canadienne. Presque tous croient que la TPS a réduit leur pouvoir d'achat personnel. Deux tiers des Canadiens disent qu'ils ont restreint leurs dépenses depuis l'entrée en vigueur de la TPS, notamment en ce qui a trait aux articles coûteux (automobiles, meubles, billets d'avion) et à leurs loisirs. Selon le Economic Outlook de l'OCDE, la consommation par les particuliers canadiens a fléchi considérablement en fonction du revenu disponible des foyers. Au début de 1991, les dépenses des consommateurs ont sensiblement diminué à cause du taux de chômage croissant et de la TPS.

Un nombre croissant de Canadiens cherchent à contourner le système, estimant leur fardeau fiscal excessif. Aussi de nombreuses personnes sont-elles en train de créer une économie parallèle, un «marché noir» où l'argent comptant et le troc règnent en maîtres.

LE MAGASINAGE AUX ÉTATS-UNIS

Les achats aux États-Unis ont pris beaucoup d'importance depuis l'an dernier en raison de l'introduction de la TPS et de la remontée de la devise canadienne. Depuis un an, un Canadien sur quatre s'est rendu aux États-Unis expressément pour y magasiner. D'après Statistique Canada, environ 5,2 millions de voyages d'une journée ont eu lieu en mai 1991, une augmentation de 20 % par rapport au même mois, en 1990.

Presque la moitié des répondants à un sondage fait par Angus Reid à la fin de mai ont indiqué qu'ils magasinaient aux États-Unis pour éviter de payer la TPS. Les personnes mieux payées et mieux éduquées, c'est-à-dire celles qui paient le plus de taxes, ont tendance plus que les autres à faire des achats aux États-Unis. Observation intéressante pour les clients du MDC, un magasinier sur cinq y achète des enregistrements et des livres (ainsi que des jeux ou des jouets).

COMPÉTITIVITÉ DU CANADA

Malgré ces difficultés économiques, le Canada continue d'être l'envie de la plupart des pays en raison de sa qualité de vie et de sa prospérité économique. Cependant, une multitude de données indiquent que notre supposé «avantage sur la concurrence» s'est graduellement évanoui depuis quelques années, en même temps que l'économie mondiale prenait corps.

Selon l'édition 1991 du «World Competitiveness Report» publié par le Forum économique mondial et l'International Institute for Management Development, le Canada occupe maintenant le cinquième rang en matière de compétitivité parmi les pays industrialisés (il était deuxième, après les États-Unis, au début des années 70). Les principales faiblesses relevées ont trait à la recherche-développement (sauf en ce qui a trait aux télécommunications et aux technologies de l'information) ainsi qu'à l'instruction et à la formation de la population active.

INSTRUCTION ET FORMATION

La mondialisation des économies du globe a plusieurs incidences pour le Canada, ses industries et son économie politique et, en particulier, le perfectionnement de ses ressources humaines. Comme le gouvernement l'a fait remarquer dans le discours du Trône de mai dernier, dans le cadre des thèmes de la prospérité économique et de la responsabilité sociale, on se rend de plus en plus compte de la nécessité de donner plus d'importance à l'éducation et à la formation.

Le Canada consacre plus de 7 % de son produit intérieur brut à l'éducation, un des pourcentages le plus élevé du monde industrialisé. Pourtant, six travailleurs canadiens sur dix n'ont pas dépassé l'école secondaire et 38 % de nos concitoyens ont plus ou moins de difficulté à lire un texte de base -- 30 % de ceux-ci ayant terminé leurs études de niveau secondaire!

Le rythme des changements technologiques s'accélérait sans cesse, les connaissances acquises deviennent périmées plus vite que jamais. À mesure qu'un nombre croissant d'entreprises adoptent du matériel et des processus de haute technicité, elles doivent aussi se procurer des compétences humaines. La main-d'oeuvre spécialisée est donc devenue l'un des rares éléments de production où les pays très industrialisés peuvent conserver un avantage. Selon le Conference Board of Canada, les syndicats et le patronat canadiens commencent tout juste à reconnaître à quel point il importe de coopérer pour tenir tête aux changements technologiques et à la concurrence internationale.

Du côté des compétences spécialisées, les ingénieurs et les scientifiques qui ont récemment obtenu leurs diplômes sont peu qualifiés en gestion, en communications et en commerce international tandis que les diplômés en administration ignorent tout de la technologie. Pourtant, à mesure que la technologie prendra de l'ampleur dans notre société, le développement des ressources humaines prendra autant d'importance que la mise au point d'infrastructures, pour la compétitivité future du pays.

IV - PRÉOCCUPATIONS DE LA «GÉNÉRATION DU NOUS»

DES CANADIENS MAÎTRES DE LEUR DESTIN

À mesure qu'ils vieillissent, un nombre croissant des 8,2 millions de Canadiens qui font partie de l'explosion démographique d'après-guerre se retrouvent dans des postes de commande d'où ils peuvent influencer sur l'évolution de l'hierarchie et de la culture d'entreprise. Même si l'on remarque une hausse des tensions raciales dans les métropoles, les mieux éduqués des «boomers» attachent beaucoup d'importance à l'autonomie personnelle et aux droits de la personne et croient à l'équité, à l'égalité des sexes et des races ainsi qu'à la protection de l'environnement. Ils estiment aussi de plus en plus que certains autres dossiers comme la formation et l'éducation sont cruciaux pour la santé économique, politique et sociale du pays. Nous vivons dans une société mieux informée, plus égalitaire et plus diversifiée qui remet maintenant en question les institutions traditionnelles.

Pour diverses raisons -- la sensibilisation à l'écologie planétaire, par exemple -- les gens commencent à attacher plus d'importance aux droits collectifs qu'aux droits individuels. En d'autres termes, on se rend compte que la qualité de vie de chacun ne peut être rehaussée que grâce à des efforts collectifs. En somme, la génération du «moi» des années 80 devient graduellement la génération du «nous» des années 90.

De plus en plus cyniques à l'endroit de leurs dirigeants politiques, les Canadiens veulent maîtriser davantage non seulement leurs propres vies, mais encore le programme du gouvernement. On aime de moins en moins être forcé de s'adapter à des procédures institutionnelles rigides, ce qui entraîne un soutien croissant pour la décentralisation. À mesure qu'augmente l'importance du lobbying et de l'accès aux médias, les groupes d'intérêts -- femmes, minorités visibles, handicapés, troisième âge, etc. -- deviennent de plus en plus puissants, prenant publiquement le contrôle de leurs vies et prônant la justice sociale.

LA «JOURNÉE DE 24 HEURES»

Les technologies de l'information nous forcent de plus en plus à vivre «en temps réel». Avec la venue des ordinateurs, des modems, des téléphones cellulaires, du courrier électronique, des télécopieurs et des téléavertisseurs, nous assistons à la naissance de la journée de 24 heures. La vie du citoyen est de plus en plus polarisée : bureau d'une part et domicile de l'autre.

En même temps, l'enthousiasme de la fin des années 80 est en voie d'être tempéré par le désir de ralentir les choses. Les Canadiens veulent moins de stress et plus de calme et de stabilité dans leur vie. Ils cherchent donc de plus en plus à contrôler leur environnement et à exprimer leur individualité.

Le temps, en particulier celui qu'on passe avec sa famille, devient plus précieux que l'argent. Nos concitoyens sont donc de plus en plus enclins à adopter ce qui épargne du temps : cartes bancaires, cartes de débit, téléachat.

LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

On compte aujourd'hui plus de retraités que jamais : près de quatre millions de Canadiens de 55 ans ou plus ne font pas partie de la population active et leur nombre augmente de 4,6 % par année. Onze pour cent des Canadiens ont au moins 65 ans. Au cours des quinze prochaines années, ce groupe constituera 14 % de la population.

Pendant qu'un nombre grandissant de Canadiens réussissent à apprivoiser l'ordinateur, nombre de nos concitoyens plus âgés ne sont pas à l'aise avec les ordinateurs et les technologies de l'informatique. Par contre, les personnes âgées regardent plus de télévision que tout autre groupe. Selon Environics, les nouvelles technologies (le câble, les appareils vidéo et les micro-ordinateurs) continuent de se multiplier dans les foyers canadiens.

RÉPERCUSSIONS SOCIALES DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Les participants à l'atelier du 27 juin sur «Les communications, la culture et la société» ont exprimé une crainte que l'importance croissante de la technologie n'engendre une société axée exclusivement sur la consommation et la concurrence. En outre, certaines questions sociales d'importance fondamentale sont laissées pour compte, par exemple les effets des mass-médias internationaux sur les cultures locales, l'atteinte à la vie privée et l'universalité de l'accès aux services d'information.

À mesure que la valeur économique de l'information augmente, un nouveau segment de cette industrie est en train d'acquérir plus d'importance, celui du «paiement par l'utilisateur». Comme cette pratique semble se généraliser dans le domaine de l'accès à l'information -- qu'il s'agisse de frais de scolarité plus élevés ou de droits d'entrée aux musées et aux parcs -- on craint de plus en plus que les pauvres ne deviennent également sous-informés. On a proposé que le principe de l'accès universel, qui a guidé l'élaboration des services de télécommunications au Canada, soit étendu aux services d'information de base.

LE NOUVEAU RÔLE DU GOUVERNEMENT

La démarcation entre les rôles du secteur public et du secteur privé s'est considérablement estompée et cette tendance devrait se poursuivre. En effet, si les entreprises privées doivent se montrer plus sensibles aux attentes du public dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation et de la protection de l'environnement, les fonctionnaires doivent davantage faire preuve d'entrepreneurship face aux nouvelles réalités et exigences découlant des tendances changeantes, démographiques et autres, à l'échelle nationale et internationale.

Le gouvernement se voit davantage pressé de mettre l'accent sur les besoins des gens dans le cadre de ses politiques et de ses programmes, c'est-à-dire de tenir compte non seulement des incidences économiques, mais aussi les répercussions sociales, juridiques, culturelles et personnelles, par exemple dans les domaines des technologies de l'information et des industries culturelles.

Par contre, alors même que les Canadiens -- et les groupes d'intérêts en particulier -- demandent au gouvernement d'agrandir son champ d'intérêt et d'être plus sensible à une clientèle élargie, certains intérêts privés, notamment les gens d'affaires, disent que le gouvernement devrait être plus efficace et moins interventionniste. Ces pressions contradictoires révèlent bien la complexité croissante de l'administration publique et la nécessité que l'État se soucie davantage du bien public, tout en limitant ses interventions dans les domaines privés.

LE CONCEPT DU «PARTENARIAT»

Lors de l'atelier intitulé «Les partenariats du MDC : l'administration publique dans un monde complexe», on a indiqué que les dossiers contemporains sont trop complexes pour que les gens du gouvernement ou du secteur privé puissent les régler à eux seuls. Il faut trouver de nouvelles façons de permettre aux deux parties de collaborer réellement en ce qui a trait aux sujets et aux possibilités d'intérêt commun. Au cours de l'atelier, on a mis l'accent sur l'importance de conclure des partenariats entre différentes fonctions, entre niveaux hiérarchiques et entre le gouvernement et ses clients.

Un bon partenariat repose sur une relation professionnelle doublée d'un engagement à long terme, d'un esprit de coopération mutuelle, du partage des risques et des bénéfices et d'un processus décisionnel conjoint. Il est urgent de collaborer pour combler, par exemple, le déficit d'apprentissage du Canada, qui représente chaque année des milliards de dollars en termes de productivité perdue.

V - LES COMMUNICATIONS DANS LE VILLAGE MONDIAL

LA SOCIÉTÉ D'INFORMATION :

Qui contrôle l'information possède le pouvoir. Il est intéressant de noter que le renversement du régime Ceausescu en Roumanie, l'an dernier, a tourné sur la saisie du centre de radiodiffusion et non sur le renversement du régime militaire. Plus récemment, il y a eu le rôle de radiodiffuseur exclusif joué par le réseau Cable News Network (CNN) durant la Guerre du Golfe persique. Aujourd'hui, plus de 51 millions de foyers reçoivent CNN, qui diffuse dans toutes les parties du monde sauf dans l'Antarctique et dans certaines parties du Pacifique-centre. Si CNN n'a pas participé à la victoire des Alliés, ce réseau a beaucoup aidé à former l'opinion publique dans le monde, avant et durant la guerre. D'ailleurs, les dirigeants reconnaissent volontiers à quel point les médias aident à diffuser leurs «messages». Cette conviction n'a jamais si bien été illustrée que lors de la semaine du 21 août, quand Boris Yeltsin a accordé une entrevue au réseau NBC immédiatement après le coup d'État manqué.

La possession de l'information devient graduellement plus importante que la propriété de matières brutes. L'information est maintenant une industrie mondiale majeure d'une valeur estimative de plus de 150 milliards de dollars. En tout et partout, les services d'information comptent sans doute pour un tiers du chiffre d'affaires dans plusieurs pays dont le Canada.

La télévision rattrape les journaux comme média le plus informatif, le plus croyable et le plus utile. Selon la Annenberg School for Communications de la University of Southern California, la télévision a d'ailleurs remplacé les journaux comme véhicule de la vérité. On croit qu'un tiers de tous les foyers de l'Europe de l'Ouest pourront capter les émissions diffusées par satellite en 1992, et qu'en 1993, le nombre d'heures de télévision aura atteint 784 000, par rapport à 282 000 heures en 1987.

La mainmise croissante des États-Unis sur l'information et sur les médias est devenue si prononcée que le chef de NHK, le radiodiffuseur public du Japon, a récemment annoncé l'intention de créer un réseau mondial de nouvelles en collaboration avec des radiodiffuseurs d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord. Ces radiodiffuseurs seraient responsables des émissions d'actualités provenant de leur propre région.

CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ

Depuis un certain temps, l'évolution des technologies de l'information a entraîné une convergence des médias de communication et un certain nombre de fusions et de prises de contrôle gigantesques. À mesure que certaines multinationales commencent à acheter de nombreuses actions dans différents médias, on se préoccupe des conséquences nationales et internationales possibles.

Les multinationales sont donc en train de devenir les grands joueurs dans les secteurs des communications et des industries culturelles, gagnant en envergure et en diversité d'activités à mesure que se poursuivent les fusions et les acquisitions. L'an dernier, dans la foulée de l'achat de Columbia Pictures et de CBS Records par Sony, la société japonaise Matsushita a continué d'acquérir des géants américains du cinéma et de l'enregistrement sonore, Universal Studios, Cineplex Odeon et MCA Records. Du côté de l'informatique, les sociétés Apple et IBM viennent de s'associer pour mettre au point de nouveaux ordinateurs personnels hybrides. Signalons qu'ensemble, ces deux sociétés occupent 38 % du marché.

On remarque aussi une tendance à la concentration des capitaux au Canada. Ainsi, Rogers Communications a ajouté la radiodiffusion par satellite, la téléphonie cellulaire et les télécommunications à ses intérêts originaux, la radiodiffusion et la câblodistribution. Par ailleurs, les quatre plus grandes entreprises de journaux du pays comptent les deux tiers de tous les lecteurs de journaux parmi leurs clients.

SIGLES IMPORTANTS : ALÉNA, GATT ET ALE

La mondialisation de l'économie crée de nouvelles possibilités pour les sociétés canadiennes à l'étranger. On réclame en retour l'amélioration de l'accès aux marchés canadiens, le principe de la réciprocité étant important dans les rapports entre le Canada et ses grands partenaires commerciaux. En conséquence, l'accès du Canada à un marché étranger où il possède un avantage sur la concurrence s'accompagne presque inévitablement de la nécessité d'ouvrir notre propre marché à des biens et des services étrangers où nous sommes désavantagés.

Bien que le Canada et d'autres pays aient avancé des arguments légitimes pour appuyer la thèse que la culture est trop importante pour faire l'objet de négociations commerciales internationales, on les presse de plus en plus de discuter des dossiers culturels. Il faut rajuster nos politiques des communications et de la culture en fonction de l'évolution des accords commerciaux internationaux. Dans le domaine des télécommunications, certaines politiques précédemment considérées comme de compétence exclusivement canadienne -- notamment l'interconnexion, la revente et le partage des circuits ainsi que l'établissement de leur valeur -- doivent maintenant tenir compte des remous créés par la venue de concurrents étrangers.

REMISE EN QUESTION DE L'ÉTAT NATIONAL

À l'internationalisation croissante du globe s'oppose une remontée du nationalisme. Il semble en effet que les mêmes médias qui menacent d'homogénéiser les cultures aient aussi eu pour effet de faire mousser les appels à l'autonomie nationale et régionale. En 1990, le nationalisme a joué un rôle important dans la marche de certains pays est-européens vers la démocratie. Cette tendance s'est accentuée au cours de la dernière année et des pays comme la Yougoslavie et l'URSS doivent maintenant composer avec les revendications souverainistes de certaines de leurs régions.

Dans ce contexte, notre propre dossier constitutionnel peut être considéré comme faisant partie d'une tendance naturelle au changement de la culture sociale à l'échelle internationale. À l'avenir, les avantages politiques et économiques du Canada sur la scène internationale dépendront, comme ceux d'autres pays, de la façon dont il règlera ses propres dossiers nationaux. Toutefois, il est devenu évident qu'on ne peut pas mettre les événements internes à l'abri de l'influence des développements internationaux.

VI - PERSPECTIVES DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE

LE CANADA EN 1991

Selon le discours du Trône prononcé en mai 1991, nous sommes à un point tournant dans l'histoire du Canada. En effet, si notre pays a déjà connu des difficultés, jamais les pressions nationales et internationales n'ont-elles été si nombreuses.

Il ne fait pas de doute que la tradition canadienne de compréhension, de partage et d'engagement remplira une fonction décisive dans notre avenir comme pays vigoureux et prospère. Cette tradition repose sur la nécessité de partager ses idées, ses informations et ses rêves -- autrement dit, la mission des communications et de la culture au Canada.

LES PERSPECTIVES DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE

Le secteur culturel subit d'importantes pressions du Canada et de l'étranger. D'une part, le Québec réclame que le gouvernement fédéral lui confie la responsabilité de la culture et de la radiodiffusion. D'autre part, les États-Unis viennent d'indiquer clairement qu'on entend profiter des pourparlers commerciaux Canada-É.-U.-Mexique pour extirper l'exemption des «industries culturelles» de l'Accord de libre-échange entre nos deux pays.

Comme l'a récemment fait remarquer Joe Clark, le problème du Canada, c'est que les Canadiens ne se connaissent même pas les uns les autres. C'est là que le MDC peut être utile, car il faut, plus que jamais, renforcer les politiques canadiennes dans tous les domaines culturels et artistiques de façon à ce que nos concitoyens puissent partager plus facilement leurs opinions, leur patrimoine et leurs différentes expressions culturelles.

La concurrence croissante à l'échelle internationale est aussi une importante source de pressions sur l'économie canadienne. Nos concitoyens estiment d'ailleurs que le rendement économique du Canada est le plus important des dossiers actuels. Pour leur part, nos gens d'affaires ne se lassent pas de répéter que le Canada risque de

devenir une autre «Argentine», c'est-à-dire un pays qui a déjà eu un niveau de vie élevé, une population active bien éduquée et d'abondantes ressources naturelles.

Dans ce nouveau monde caractérisé par la concurrence et où les économies reposent de plus en plus sur l'information, la création et la diffusion d'une vaste gamme de produits et de services d'information sont la clé de la prospérité. Un élément crucial de toute stratégie connexe est donc le secteur des télécommunications de pointe, car celles-ci constitueront en quelque sorte le système nerveux de l'économie du 21^e siècle.

Le discours du Trône a révélé que le gouvernement souhaite adopter, au cours des prochains mois, une démarche pour relever simultanément les différents défis auxquels le Canada est confronté. Ayant choisi de mettre l'accent sur l'unité et la prospérité, il a signalé qu'il compte s'attaquer à tous les dossiers en même temps puisqu'ils sont, en fin de compte, interreliés au point d'être indissociables.

Pour que cette démarche réussisse, il faut que tous les ministères fédéraux proposent des initiatives utiles. Le ministère des Communications aura un rôle indispensable à jouer, ses politiques et ses programmes étant appelés à remplir une fonction cruciale dans le raffermissement de l'unité et de la prospérité canadiennes.